



Convergence 37 Services Publics



Union syndicale
Solidaires 37

, le 7 janvier 2021

RETRAIT TOTAL DES LOIS ET DECRETS LIBERTICIDES NON A LA REMISE EN CAUSE DES DROITS SOCIAUX

La mobilisation unitaire se poursuit les 16 et 30 janvier 2021 pour obtenir le retrait total du projet de loi de sécurité globale et autres lois et décrets liberticides, pour s'opposer aux dérives autoritaires et aux violences policières et racistes.

La réécriture de l'article 24 du projet de loi de sécurité globale ne suffit pas. Toute la loi et les décrets promulgués dans le cadre du schéma du maintien de l'ordre (autorisant la police et la gendarmerie à faire mention des opinions politiques, des convictions philosophiques et religieuses, de l'appartenance syndicale des militant-es syndicaux, politiques ou associatifs et de leurs familles), restreignent nos libertés démocratiques. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de cet état d'urgence sanitaire qui ne vise au final qu'à tenter de juguler la profonde crise sociale qui traverse tout le pays.

Nous affrontons une crise sans précédent qui a une nouvelle fois révélé les profondes inégalités de notre société, en Touraine comme ailleurs.

L'augmentation de la précarité, les vagues de suppressions d'emplois, la casse des services publics accroissent la misère dans nos villes, nos campagnes, nos quartiers populaires. Un million de personnes supplémentaires sont passées sous le seuil de pauvreté depuis le déclenchement de la pandémie.

Ce gouvernement renforce également l'arsenal législatif du racisme et de la xénophobie d'État, avec sa loi sur le « séparatisme ». En effet, personne n'est dupe : ce sont bien nos concitoyens et concitoyennes de confession musulmane qui sont visés-es et stigmatisés-es par ce projet de loi islamophobe qui désigne un ennemi intérieur pour mieux opprimer et diviser les classes populaires.

Ces lois ne peuvent que renforcer les violences policières, racistes ou pas, qui se multiplient.

Le gouvernement maltraite les « premiers de corvées », très majoritairement des femmes, qui risquent leur vie au quotidien, souvent dans le silence. Nous n'oublions pas que depuis des années, les gouvernements successifs ont œuvré au démantèlement du service de santé, de celui de l'éducation, et de tous les autres services publics, dans une logique de rentabilité, que les populations paient cher aujourd'hui. Les mauvais coups se multiplient : loi de programmation de la recherche, création d'un forfait de 18 euros aux urgences de l'hôpital, vote du Sénat pour une retraite à 63 ans et 43 années de cotisations, nombreux plans de licenciements, attaques contre tous les services publics (SNCF, EDF, Education, hôpitaux, services de l'Etat, et plus généralement la destruction de nos communs (environnement, sécurité sociale...)).

Nous ne sommes pas dupes, le gouvernement profite de cette crise pour imposer ses réformes libérales et s'attaquer à nos libertés avec ses lois autoritaires et essaye de nous diviser avec des lois xénophobes. La loi de sécurité globale est l'instrument du pouvoir pour organiser son contrôle pernicieux contre toutes les aspirations démocratiques de la société civile, elle doit être totalement retirée !

**Retrouvons-nous toutes et tous ensemble sa-
medi 16 janvier
à 14h30 à Tours**

Manifestation déclarée en préfecture avec respect des gestes barrières